



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE MAINE-ET-LOIRE
DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES,
DE LA CULTURE ET DE L'ENVIRONNEMENT
Bureau de l'environnement et de la protection des espaces

Installations classées pour la
protection de l'environnement

ARRETE

AUTORISATION
E.A.R.L. BLON VIEILLERE
au PIN EN MAUGES
D3 - 2002 - n° 555

**Le préfet de Maine-et-Loire,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,**

Vu le code de l'environnement et notamment son livre V ;

Vu le décret du 20 mai 1953 modifié relatif à la nomenclature des établissements dangereux, insalubres ou incommodes ;

Vu le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié ;

Vu la demande formulée par Mmes les Gérantes de l'E.A.R.L. BLON VIEILLERE, dont le siège social est au lieu-dit "La Vieillère" au PIN EN MAUGES, afin d'être autorisées à exploiter un élevage de poulets, dindes ou canards d'une capacité de 87 000 équivalents animaux, à la même adresse ;

Vu les plans annexés au dossier ;

Vu l'arrêté prescrivant l'enquête publique à laquelle il a été procédé du mardi 5 décembre 2001 au samedi 5 janvier 2002 inclus sur la commune du PIN EN MAUGES ;

Vu les certificats de publication et d'affichage ;

Vu les délibérations des conseils municipaux du PIN EN MAUGES, CHAUDRON EN MAUGES, LA POITEVINIERE, SAINT QUENTIN EN MAUGES, LA SALLE ET CHAPELLE AUBRY, BEAUPREAU, BECON LES GRANITS, SAINT AUGUSTIN DES BOIS ;

Vu l'avis du commissaire enquêteur ;

Vu les avis du directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, du directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, du directeur départemental de l'équipement, du directeur départemental des services d'incendie et de secours et du chef de centre de l'institut national des appellations d'origine ;

Vu le rapport du directeur des services vétérinaires, inspecteur des installations classées du 18 mars 2002 ;

Vu l'avis émis par le conseil départemental d'hygiène lors de sa séance du jeudi 4 avril 2002 ;

Considérant qu'aux termes de l'article L.512.1 du livre V du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

Considérant l'excès d'azote d'origine animale dans le canton de Beaupréau ;

Considérant la nécessité d'accroître les capacités financières de l'exploitation afin d'assurer sa modernisation dans le respect de la protection de l'environnement ;

Considérant que les travaux de reconstruction permettent la maîtrise des pollutions liées à l'élevage ;

Considérant que l'exportation des fientes est un moyen de prévenir la pollution des eaux superficielles et souterraines du canton ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511.1 du livre V du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

Arrête :

Art. 1er - La demande présentée par Mmes les Gérantes de l'E.A.R.L. BLON VIEILLERE, dont le siège social est au lieu-dit "La Vieillère" au PIN EN MAUGES, afin d'être autorisées à exploiter un élevage de poulets, dindes ou canards d'une capacité de 87 000 équivalents animaux, situé à la même adresse, **est rejetée.**

Art. 2 - Mmes les Gérantes de l'E.A.R.L. BLON VIEILLERE sont autorisées à exploiter un élevage de poulets, dindes ou canards d'une capacité totale de 76 000 équivalents animaux, situé au lieu-dit "La Vieillère" au PIN EN MAUGES.

Art. 3 - Cet élevage constitue un établissement soumis à **AUTORISATION** rangé sous le n° 2111.1° de la nomenclature.

Art. 4 - Pour la tenue de leur établissement, les exploitantes doivent se conformer aux prescriptions ci-après :

1° Implantation et distances

L'élevage est implanté conformément au plan joint à la demande d'autorisation (annexe 1).

Toute transformation de l'état des lieux, toute modification de l'installation et de son mode d'utilisation doivent être portées à la connaissance de la préfecture avant leur réalisation.

L'intégration paysagère est favorisée par l'implantation de haies bocagères d'essences locales. La haie située à l'ouest des bâtiments est prolongée parallèlement au nouveau bâtiment.

2° Capacité

La capacité maximale de l'élevage est de 76 000 équivalents animaux (canards, poulets ou dindes) à loger dans trois bâtiments.

3° Mode d'exploitation

L'élevage de canards est pratiqué sur caillebotis, les élevages de dindes et poulets sur litière paillée.

Tout changement dans le mode d'exploitation doit être porté à la connaissance de la préfecture.

4° Réseau pluvial

Les eaux pluviales non polluées sont collectées par un réseau particulier. En aucun cas, ce réseau ne doit recevoir les eaux résiduelles des bâtiments ou de la plate forme de lavage du matériel.

Tous les sols des bâtiments, toutes les installations d'évacuation ou de stockage des déjections sont imperméables et maintenus en parfait état d'étanchéité.

Les dispositions de l'alinéa ci-dessus ne s'appliquent pas aux élevage sur litière sèche.

Les murs et cloisons des poulaillers sont imperméables, maintenus en parfait état d'étanchéité, sur toute la hauteur susceptible d'être souillée.

Un compteur d'eau volumétrique est installée sur la conduite d'alimentation en eau de l'installation.

Toutes les eaux de nettoyage nécessaires à l'entretien du bâtiment et des annexes et susceptibles de ruisseler sur les aires bétonnées sont collectées par un réseau d'égout étanche et dirigées soit vers les installations de stockage ou de traitement des eaux résiduelles ou des effluents, soit vers un réseau collectif.

A l'extérieur des bâtiments, l'écoulement à ciel ouvert des eaux résiduelles est interdit.

Un système de disconnexion est installé pour éviter tout retour d'eau du puits vers le réseau public d'eau potable.

5° Stockage

Les ouvrages de stockage doivent satisfaire aux prescriptions du deuxième alinéa de l'article 3.4°. Le stockage peut être fait exclusivement à l'intérieur des bâtiments pour les litières sèches. Le déversement dans le milieu naturel des trop pleins des ouvrages de stockage est interdit.

Les ouvrages de stockage permettent de conserver les effluents pendant six mois. Ces ouvrages de stockage, lorsqu'ils sont à l'air libre, sont entourés d'une clôture de sécurité efficace.

Le stockage est assuré par une fosse à lisier de 1300 m³ pour les effluents de canards et des stockages aux champs pour le fumiers à plus de 65% de matière sèche.

6° Réduction des émissions d'odeurs

Les litières et les fientes sont convenablement entretenues pour éviter le dégagement d'odeur et de poussières (adjonction éventuelle de superphosphate).

Les émissions d'odeurs provenant de l'élevage ne doivent pas constituer une source de nuisances pour le voisinage. Le système de ventilation est étudié et réalisé de manière à ne pas rejeter l'air vicié du bâtiment en direction des habitations des tiers.

7° Epannage

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 15 octobre 2001 définissant les règles applicables en zone vulnérable du Maine-et-Loire et notamment dans les zones d'actions complémentaires sont respectées.

L'épandage des effluents et des déjections solides produits sur l'exploitation sont soumis à une épuration naturelle par le sol et son couvert végétal dans les conditions précisées ci-après :

Les apports azotés toutes origines confondues, organique et minérale, sur des terres faisant l'objet d'un épandage, tiennent compte de la nature particulière des terrains, de la rotation des cultures et de la sensibilité du milieu.

Ils sont établis à partir du bilan global de fertilisation. Ils ne peuvent en aucun cas dépasser les valeurs maximales suivantes :

- sur prairies de graminées en place toute l'année (surface toujours en herbe, prairies temporaires en pleine production) : 350 kilogrammes à l'hectare par an,
- sur les autres cultures (sauf légumineuses) : 200 kilogrammes à l'hectare par an ,
- sur les cultures de légumineuses : aucun apport azoté.

En aucun cas la capacité d'absorption des sols n'est dépassée, de telle sorte que ni la stagnation prolongée sur ces sols, ni le ruissellement en dehors du champ d'épandage, ni une percolation rapide vers les nappes souterraines ne puissent se produire.

La quantité maximale d'azote contenue dans les effluents d'élevage épandu, y compris par les animaux eux-mêmes, ne doit pas dépasser 170 kg/ha/an.

L'épandage est interdit :

- à moins de 50 mètres des points de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines ou des particuliers,
- à moins de 200 m des lieux de baignade et des plages,
- à moins de 500 mètres des piscicultures et des zones conchylicoles, sauf dérogation liée à la topographie,
- à moins de 35 m des berges des cours d'eau,
- pendant les périodes de forte pluviosité,
- en dehors des terres régulièrement travaillées et des prairies normalement exploitées,
- sur les terrains à forte pente,
- par aéro-aspiration au moyen de dispositifs qui génèrent des brouillards fins.

L'épandage des effluents liquides est interdit pendant les périodes où le sol reste gelé ou abondamment enneigé.

Un cahier d'épandage est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées. Il comporte les informations suivantes :

- le plan prévisionnel d'épandage, réactualisé le cas échéant suivant les modifications d'assolement, prenant en compte les besoins des cultures tels que définis dans l'arrêté zones vulnérables du 15 octobre 2001,
- les dates d'épandage,
- les volumes d'effluents et les quantités d'azote épandus toutes origines confondues,
- les parcelles réceptrices,
- la nature des cultures,
- le délai d'enfouissement,
- le traitement mis en oeuvre pour atténuer les odeurs (s'il existe).

Des analyses annuelles permettent de suivre l'évolution des teneurs des sols en éléments phosphore, d'ajuster l'assolement en conséquence et le cas échéant de réviser les critères d'épandabilité des terres.

Un bilan de fertilisation est établi à l'issue culturale.

Les enregistrements intègrent les pratiques de fertilisation de chacun des repreneurs et sont synthétisés par l'E.A.R.L. BLON VIEILLERE qui assure le suivi de l'épandage des déjections produites sur son exploitation sur son exploitation.

La distance minimale entre, d'une part, les parcelles d'épandage des effluents et des déjections solides et, d'autre part, toute habitation occupée par des tiers ou tout local habituellement occupé par des tiers, les stades ou les terrains de camping agréés, à l'exception des terrains de camping à la ferme est de 100 mètres.

Cette distance peut être ramenée à 50 mètres tant sur terres nues que sur prairies et terres en culture, dans les cas suivants :

	Distance minimale (en mètres)
Réalisation d'un traitement ou mise en œuvre d'un procédé atténuant les odeurs	50
Fumiers après stockage de deux mois dans l'installation et fientes à plus de 65 % de matières sèches	50

Sur les terres nues, l'enfouissement doit intervenir dans les 24 heures.

L'épandage des fumiers à moins de 65% de matière sèche à moins de 100 mètres de toute habitation occupée par des tiers, des stades ou des terrains de campings agréés, à l'exception des terrains de camping à la ferme est suivi d'un enfouissement sous 24 heures.

L'épandage est effectué conformément au plan d'épandage joint à la demande d'autorisation et sur les parcelles dont la liste est présentée en annexe 2 du présent arrêté.

Les parcelles situées sur les communes de SAINT AUGUSTIN DES BOIS et BECON LES GRANITS ne recevront que du fumier de volailles.

Toute modification apportée à ce plan d'épandage doit être signalée à l'inspecteur des installations classées.

8° Sécurité incendie

Les installations électriques sont conformes aux normes en vigueur et maintenues en bon état ; elles sont contrôlées tous les trois ans par un technicien compétent et les rapports de contrôle sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

La défense intérieure contre l'incendie est assurée de la façon suivante :

- par des extincteurs à eau pulvérisée de 6 litres minimum à raison d'un appareil pour 200 m² avec un minimum d'un appareil par niveau ;
- par des extincteurs appropriés aux risques existants dans les locaux à risques particuliers (chaufferie, tableau électrique...).

Les appareils devront être facilement accessibles et maintenus en bon état de fonctionnement.

La défense contre l'incendie est assurée par un point d'eau rendu accessible, en toute circonstance, aux véhicules de lutte contre l'incendie et d'une capacité minimum de 120 m³, en toutes saisons.

Une aire d'aspiration stabilisée d'une surface minimale de 32 m² (8 m x 4 m) est aménagée conformément aux dispositions de la circulaire interministérielle n° 465 du 10 décembre 1951.

La distance maximale entre l'aire d'aspiration et l'entrée principale du bâtiment le plus éloigné ne doit pas dépasser 200 mètres par les voies praticables.

L'implantation de cette réserve doit être soumise pour avis aux services d'incendie et de secours.

Il convient de mettre en place un éclairage de sécurité suivant les mesures fixées par l'arrêté du 10 novembre 1976 du ministre du travail.

9° Hygiène

L'installation est maintenue en parfait état d'entretien. Les bâtiments sont convenablement ventilés. Lors du vide sanitaire entre deux bandes, les locaux sont nettoyés et désinfectés.

L'exploitant lutte contre la prolifération des insectes et des rongeurs en utilisant des méthodes ou des produits autorisés aussi souvent que nécessaire.

Les produits de nettoyage, de désinfection et de traitement sont stockés dans des conditions propres à éviter tout déversement accidentel dans le milieu naturel.

10° Bruit

Le niveau sonore des bruits en provenance de l'élevage ne doit pas compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer un gêne pour sa sécurité. A cet effet, son émergence doit rester inférieure aux valeurs suivantes :

Pour la période allant de 6 h à 22 h :

Durée cumulée d'apparition du bruit particulier : T	Emergence maximale admissible en dB (A)
T < 20 mn	
20 mn < T < 45 mn	10
45 mn < T < 2 h	9
2 h < T < 4 h	7
T > 4 h	6
	5

Pour la période allant de 22 h à 6 h :

Emergence maximale admissible : 3 dB (A) à l'exception de la période de chargement ou de déchargement des animaux.

L'émergence est définie par la différence entre le niveau de bruit ambiant lorsque l'installation fonctionne et celui du bruit résiduel lorsque l'installation n'est pas en fonctionnement.

Les niveaux de bruit sont appréciés par le niveau de pression continu équivalent Leq.

L'émergence due aux bruits générés par l'installation reste inférieure aux valeurs fixées ci-dessus :

- en tous points de l'intérieur des habitations riveraines occupées par des tiers, ou des locaux riverains habituellement occupés par des tiers, que les fenêtres soient ouvertes ou fermées

- le cas échéant, en tous points des abords immédiats (cour, jardin, terrasse) de ces mêmes locaux.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier qui peuvent être utilisés à l'intérieur de l'installation sont conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier répondent aux dispositions du décret n° 69-380 du 18 avril 1969).

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si son emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

11° Cadavres

Les animaux morts sont stockés en attente de leur enlèvement dans une enceinte à température négative.

Le brûlage à l'air libre des cadavres est interdit. Leur élimination est réalisée selon les modalités prévues par le code rural.

12° Déchets d'emballage

Les seuls modes d'élimination autorisés pour les déchets d'emballage de l'établissement sont le recyclage ou la valorisation. A cette fin les exploitantes peuvent :

- procéder elles-mêmes à leur valorisation dans des installations agréées conformément au décret du 13 juillet 1994 ;
- les céder par contrat à l'exploitant d'une installation agréée ;
- les céder par contrat à un intermédiaire régulièrement déclaré auprès du préfet.

13° Bilan de fonctionnement

A échéance de 10 ans, un bilan de fonctionnement de l'installation visée par le présent arrêté ainsi que des différentes installations classées présentes sur ce même site sera adressé au préfet de Maine-et-Loire. Il permet de réexaminer et, si nécessaire, actualiser les conditions d'autorisation.

Le contenu de ce bilan est fixé par arrêté du 17 juillet 2000, pris en application de l'article 17.2 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié.

Art. 5 - Un extrait du présent arrêté énumérant les prescriptions auxquelles l'installation est soumise est affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins des bénéficiaires de l'autorisation.

Art. 6 - Dispositions générales concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs :

En aucun cas, ni à aucune époque, les conditions précitées ne peuvent faire obstacle à l'application des dispositions législatives et réglementaires relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs ni être opposées aux mesures qui peuvent être régulièrement ordonnées dans ce but.

Art. 7 - Une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie du PIN EN MAUGES et un extrait, énumérant les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, est affiché à la porte de ladite mairie pendant une durée minimum d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par le maire du PIN EN MAUGES et envoyé à la préfecture.

Art. 8 - Un avis, informant le public de la présente autorisation, est inséré par les soins de la préfecture et aux frais de Mmes les Gérantes de l'E.A.R.L. BLON VIEILLERE dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

Art. 9 - Le texte complet du présent arrêté peut être consulté à la préfecture, à la sous préfecture de CHOLET et dans les mairies du PIN EN MAUGES, CHAUDRON EN MAUGES, LA POITEVINIERE, SAINT QUENTIN EN MAUGES, LA SALLE ET CHAPELLE AUBRY, BEAUPREAU, BECON LES GRANITS, SAINT AUGUSTIN DES BOIS.

Art. 10 - Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de CHOLET, le maire du PIN EN MAUGES, les inspecteurs des installations classées et le lieutenant-colonel commandant le groupement de gendarmerie de Maine-et-Loire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à ANGERS, le 13 AOÛT 2002

Pour ampliation,
l'adjoint administratif

Brigitte MATHIEN

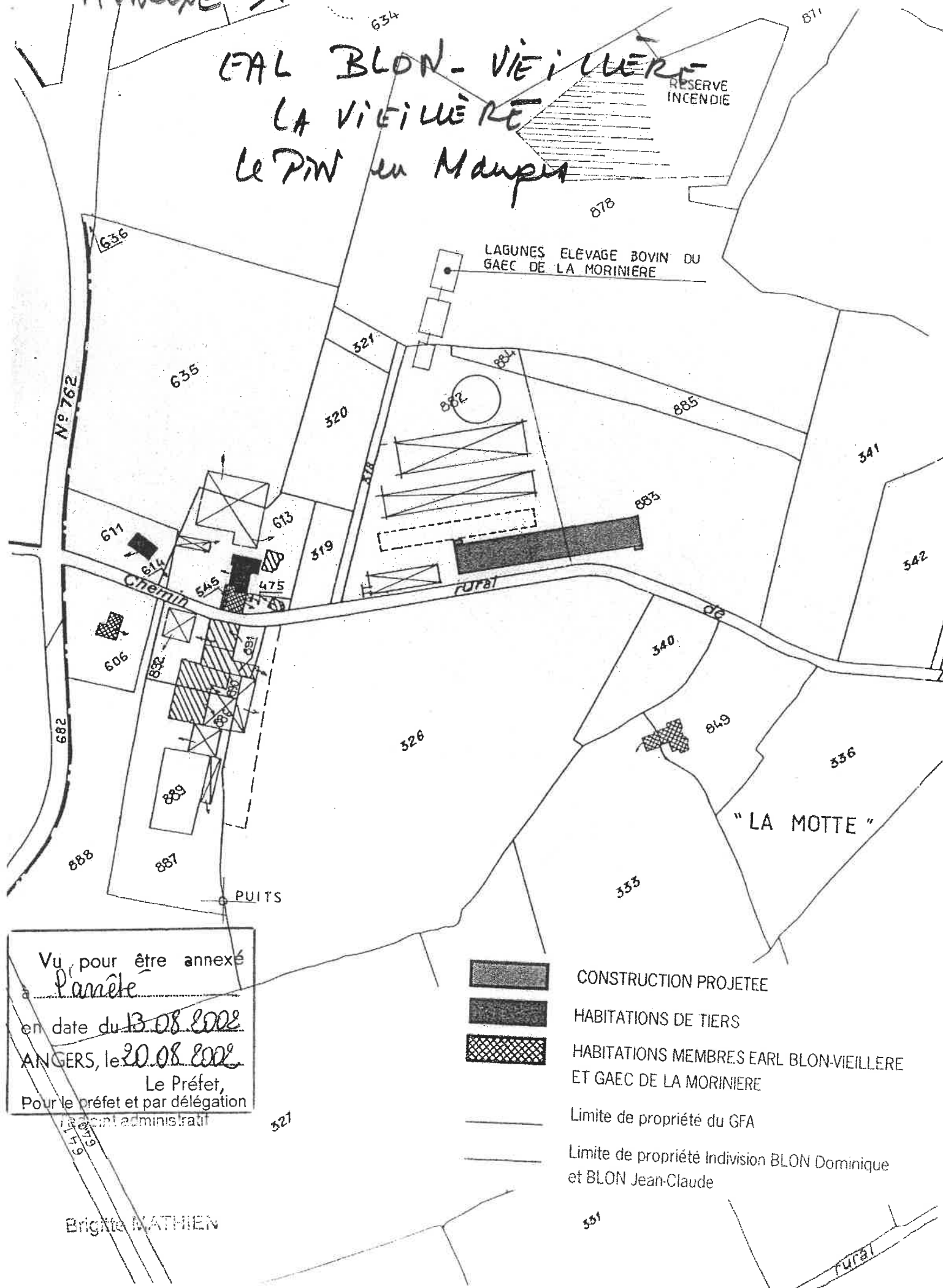
Pour Le Préfet,
et par délégation,
Le Secrétaire Général de la Préfecture,

Jean-Jacques CARON

Délai et voie de recours : Conformément aux dispositions de l'article L 514-6 du livre V du code de l'environnement, la présente décision qui est soumise à un contentieux de pleine juridiction peut être déférée au tribunal administratif de NANTES. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant et commence du jour de la notification de la présente décision. Ce délai est de quatre ans pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage de l'arrêté.

Annexe 1

EARL BLON-VIEILLÈRE
LA VIEILLÈRE
Le Pin en Mauges



Annexe 2

Elevageur: E.A.R.L BLON-VEILLERE										PLAN D'EPANDAGE D'EFFLUENTS D'ELEVAGE									
Adresse: "La Vieillère" 49110 LE PIN EN MAUGE										ELEVAGE PARCELLAIRE									
MAD: G.A.E.C DE LA MORINIÈRE										MAD: G.A.E.C DES NOISETIERS									
MAD: Mr BIDET Joël										MAD: Entreprise SECHER									
HT: Habitation tiers CE: Cours d'eau PE: Plan d'eau										FP: Forte pente TH: Terrain hydromorphe VG: Verger / Vignes									
PTS: Puits-Source PAR: Parcs FO: Bâtiment agricole										NATURE DES CULTURES									
										TL: Terres labourables STH: Surfaces toujours en herbe									
										Surface potentiellement épanachable après exclusions réglementaires									
										Surface suppl. épanachable fumier									
										Motifs d'exclusion									
Page	Lot	Commune	Sect.	N° parcelle	Exploitant	Surface Initiale	Prop.	Loc.	m.a.d	Surface épanachable / nature cult.									
										TL	STH	TL							
1		LE PIN EN MAUGES	A	288	G.A.E.C MORINIÈRE	0,88			x	0,88									
				427	"	0,14			x	0,14									
				429	"	3,81			x	3,81									
				430	"	2,90			x	2,90									
				TOTAL 1		7,73				7,73	0,00	0,00							
2		LE PIN EN MAUGES	C	327	G.A.E.C MORINIÈRE	2,95			x	2,95									
				330	"	1,59			x	1,59									
				332	"	0,71			x	0,71									
				333	"	1,54			x	1,54									
				336	"	1,10			x	1,10									
				341	"	1,02			x	0,92			TH						
				373	"	0,58			x	0,00			TH						
				374	"	0,79			x	0,24			CE						
				377	"	1,39			x	0,57			HT						
				379	"	0,36			x	0,07			HT						
				391	"	1,62			x	0,50			HT						
				399	"	1,65			x	0,92			HT						
				402	"	2,30			x	2,06			CE						
				407	"	1,05			x	0,22			CE						
				640	"	0,32			x	0,32									
				673	"	0,23			x	0,00			HT						
				674	"	0,25			x	0,25									
				676	"	0,18			x	0,18									
				677	"	1,96			x	1,96									
				678	"	0,04			x	0,00			BOIS						
				877	"	0,50			x	0,00			PE						
				781	"	4,48			x	4,01			PE						
				785	"	0,99			x	0,24			CE						
				878	"	3,61			x	2,19			PE						
				883	"	1,19			x	1,19									
				885	"	0,23			x	0,23									
				888	"	1,28			x	0,95			PTS						
				TOTAL 2		33,89				24,90	0,00	0,00							
3		ST QUENTIN EN MAUGES	B	555	G.A.E.C MORINIÈRE	6,06			x	6,06									
				554	"	2,17			x	2,17									
				553	"	2,31			x	2,31									
				552	"	0,63			x	0,63									
				436	"	0,74			x	0,71			HT						
				468	"	0,19			x	0,00			HT						
				467	"	1,17			x	0,56			PTS						
				465	"	0,09			x	0,00			TH						
				TOTAL 3		13,36				12,44	0,00	0,00							
4		LA POITEVINIÈRE	A	721	G.A.E.C MORINIÈRE	0,05			x	0,05									
				723	"	0,30			x	0,21			CE						
				219	"	0,06			x	0,00			CE						
				TOTAL 4		0,41				0,27	0,00	0,00							

Vu pour être annexé
à l'annexe
en date du 13.08.2002
ANGERS, le 30.08.2002
Le Préfet.

Pour le préférer par délégation
l'admi. administrat.

Brigitte MATHIEN

HT Habitation tiers		FP Forte pente		PTS Parcs-Source		Surface potentiellement épanachable après exclusions réglementaires		Surface suppl. épanachable fusler		Motifs d'exclusion			
CE Cours d'eau		TH Terrain hydromorphe		PAR Parcs		Surface épanachable / nature cult.							
PE Plan d'eau		VG Verger / Vignes		FO Bâtiment agricole									
Page	lot	Commune	Sect.	N° parcelle	Exploitant	Surface initiale	Prop.	Loc.	m.a.d	T.L	S.T.H	T.L	
5		LA POITEVINIERE	A	695	G.A.E.C MORINIERE	4,33			x	4,33			
					TOTAL 5a	4,33				4,33	0,00	0,00	
5		LA POITEVINIERE	A	38	BIDET Joël	1,66			x	1,66			
				434	"	2,12			x	2,12			
				437	"	1,50			x	1,50			
				438	"	1,90			x	1,90			
					TOTAL 5b	7,18				7,18	0,00	0,00	
6		LA SALLE ET	B	440	BIDET Joël	1,66			x	1,66			
		CHAPELLE AUBRY		513	"	1,74			x	1,74			
				441	"	1,73			x	1,73			
				442	"	1,64			x	1,64			
				512	"	1,72			x	1,56			HT
				437	"	2,64			x	2,64			
				436	"	0,26			x	0,26			
				806	"	3,35			x	3,35			
				434	"	0,34			x	0,34			
				445	"	3,77			x	3,77			
				444	"	1,80			x	1,80			
				504	"	1,78			x	1,65			HT/CE
				503	"	1,04			x	0,08			CE
				446	"	1,02			x	0,54			CE
				431	"	1,83			x	1,83			
				384	"	3,45			x	3,22			HT
				383	"	2,75			x	2,14			CE
					TOTAL 6	32,53				29,95	0,00	0,00	
7		LA POITEVINIERE	A	12	G.A.E.C DES	1,77			x	1,77			
				16	NOISETIERS	1,28			x	1,28			
				17	"	4,74			x	4,74			
				18	"	3,18			x	3,18			
				189	"	0,44			x	0,09			HT/PE
				191	"	0,59			x	0,35			PE/HT
				193	"	2,39			x	1,59			PE/FO
				196	"	0,58			x	0,36			PE/FO
				6	"	5,76			x	5,76			
				607	"	2,29			x	2,29			
				661	"	1,96			x	1,96			
				662	"	1,30			x	0,36			HT
				668	"	2,31			x	2,26			HT
				673	"	0,17			x	0,17			
				676	"	2,61			x	2,61			
				678	"	5,79			x	5,54			PE
				70	"	3,03			x	3,03			
				71	"	0,89			x	0,89			
				75	"	4,31			x	4,31			
				81	"	3,59			x	3,59			
				839	"	2,19			x	1,62			HT
				852	"	2,02			x	2,02			
				854	"	1,70			x	0,89			HT
				859	"	0,58			x	0,25			PE
				99	"	3,49			x	3,49			

T. Habitation tiers CE. Cours d'eau PE. Plan d'eau				FP TH VG	Forte pente Terrain hydromorphe Verger / Vignes		PTS PAR FO	Puits-Source Parcs Bâtiment agricole			Surface potentiellement épanachable après exclusions réglementaires		Surface suppl épanchage fumier	Motifs d'exclusion	
Page	lot	Commune	Sect.	N° parcelle	Exploitant	Surface initiale	Prop.	Loc.	m.a.d	Surface épanachable / nature cult.		T.L	S.T.H	T.L	
				190	"	0,09			x	0,00					PE
				TOTAL 7		59,07				54,42	0,00	0,00			
8		LA POITEVINIERE	A	84	G.A.E.C DES	1,29			x	1,29					
				85	NOISETIERS	0,31			x	0,31					
				87	"	4,78			x	2,20					PE/PTS
				92	"	3,19			x	3,19					
				91	"	3,94			x	3,79					PE
				TOTAL 8		13,51				10,78	0,00	0,00			
9		BECON LES GRANITS	D	518	Entreprise	1,56			x	1,56					
				362	SECHER	1,33			x	1,33					
				363	"	1,69			x	1,69					
				364	"	0,74			x	0,74					
				365	"	2,26			x	2,26					
				376	"	2,74			x	2,74					
				375	"	0,49			x	0,38					HT
				374	"	0,57			x	0,43					HT
				665	"	2,78			x	1,93					HT
				388	"	0,23			x	0,23					
				387	"	0,27			x	0,27					
				386	"	0,70			x	0,59					HT
				401	"	0,28			x	0,17					HT
				409	"	0,25			x	0,20					HT
				411	"	1,49			x	0,96					HT
				410	"	0,03			x	0,03					
				416	"	0,32			x	0,32					
				415	"	0,38			x	0,38					
				412	"	0,05			x	0,04					HT
				423	"	2,10			x	2,10					
				366	"	3,81			x	3,34					HT
				367	"	0,73			x	0,48					HT
				368	"	1,23			x	0,00					HT
				357	"	1,19			x	0,90					HT/PE
				355	"	0,75			x	0,52					HT
				354	"	1,11			x	0,55					HT
				353	"	0,20			x	0,00					HT
			C	501	"	1,44			x	0,36					HT
				493	"	0,21			x	0,03					HT
				494	"	0,19			x	0,09					HT
				495	"	0,92			x	0,00					HT
				TOTAL 9		32,04				24,61	0,00	0,00			
10		BECON LES GRANITS	F	298	Entreprise	1,90			x	1,76					CE
				280	SECHER	1,72			x	1,68					CE
				281	"	1,62			x	1,62					
				712	"	0,97			x	0,28					HT
				276	"	1,26			x	0,75					HT
				262	"	1,23			x	1,22					HT
				265	"	0,92			x	0,92					
				TOTAL 10		9,63				8,24	0,00	0,00			
11		ST AUGUSTIN	A	368	Entreprise	1,69			x	1,69					
		DES BOIS		231	SECHER	2,88			x	1,49					HT

HT Habitation tiers CE Cours d'eau PE Plan d'eau		FP Forte pente TH Terrain hydromorphe VG Verger / Vignes	PTS PAR FO	Puits-Source Parcs Bâtiment agricole	Surface potentiellement épardable après exclusions réglementaires		Surface suppl épandage fumier	Motifs d'exclusion					
Page	N°	Commune	Sect.	N° parcelle	Exploitant	Surface Initiale	Prop.		Loc.	m.a.d	Surface épardable / nature cult.		T.L
				241	"	2,99			x	2,99			
				240	"	1,25			x	1,25			
				239	"	2,62			x	2,42		HT	
				233	"	0,49			x	0,03		HT	
				232	"	0,03			x	0,00		HT	
				235	"	1,93			x	0,91		HT/CE	
				238	"	3,14			x	2,60		CE	
				236	"	0,43			x	0,00		CE	
			D	576	"	1,26			x	1,24		HT	
				575	"	2,91			x	0,53		HT	
				555	"	0,11			x	0,00		HT	
				554	"	1,07			x	0,26		HT/CE	
				557	"	0,11			x	0,00		HT	
				558	"	0,12			x	0,00		HT	
				553	"	2,24			x	1,46		HT/CE	
				844	"	0,70			x	0,06		HT	
				759	"	0,26			x	0,17		HT	
				562	"	0,87			x	0,41		HT	
				848	"	0,05			x	0,00		HT	
				846	"	0,03			x	0,00		HT	
				835	"	1,57			x	0,18		HT	
				837	"	4,11			x	3,82		HT	
				757	"	1,11			x	1,11			
				552	"	0,71			x	0,66		CE	
				551	"	0,78			x	0,62		CE	
				550	"	1,67			x	1,22		CE	
				756	"	1,88			x	1,53		CE	
				549	"	0,27			x	0,00		CE	
				545	"	2,19			x	2,09		HT	
				544	"	2,73			x	2,73			
				755	"	1,33			x	1,07		HT	
				537	"	1,39			x	1,39			
				539	"	3,09			x	3,09			
				543	"	2,02			x	1,39		CE	
				542	"	2,20			x	1,70		CE	
				754	"	0,37			x	0,32		CE	
				538	"	0,25			x	0,16		HT	
				TOTAL 11		54,84				40,57	0,00	0,00	
12		ST AUGUSTIN	ZB	16	Entreprise	4,53			x	4,53			
		DES BOIS		53	SECHER	16,49			x	14,34		HT	
				TOTAL 12		21,02				18,87	0,00	0,00	
		TOTAL (1 à 12)					289,54				244,29	0,00	0,00
Surface réglementairement épardable en lisier et fumier										244,29 hectares			
Surface complémentaire réglementairement épardable uniquement en fumier *										0,00 hectares			
Surface totale réglementairement épardable										244,29 hectares			
* L'épandage du fumier peut être réalisé à 50 m des habitations des tiers sous réserve d'un enfouissement du fumier dans les 24 heures.													